

Nous sommes l'Université (NSU)

Nous proposons :

- De faire de notre lieu de vie et de travail un cadre convivial, attentif à la santé et au bien-être de ses étudiant·es et personnels, en respectant la démocratie et la collégialité des instances, en veillant à combattre les maltraitances organisationnelles et institutionnelles (comme dans l'affaire du recouvrement des primes fonctionnelles) : il faut réinstaurer des procédures démocratiques et une véritable transparence sur les modalités de prise de décision à tous les niveaux, de même qu'un réel dialogue social.
- D'exiger auprès du ministère un nombre de POSTES enfin à la hauteur des besoins ! Nous devons avoir les moyens d'accomplir nos missions, tant en termes de postes titulaires d'enseignant·es-chercheurs, d'enseignant·es que de personnels administratifs et techniques.
- D'assurer aux personnels le respect de leur statut national, de préserver les droits sociaux et d'œuvrer à la réduction de la précarité, seule réponse apportée jusqu'à présent au sous-encadrement pédagogique : à l'inverse d'une gestion austéritaire et souvent autoritaire qui brutalise personnels et étudiant·es, nous voulons contribuer à l'amélioration de nos conditions et pratiques de travail et faire en sorte que chacun·e puisse retrouver la maîtrise de ses activités.
- De préserver et développer le caractère pluridisciplinaire et ouvert de l'université en recherche comme en enseignement, contre la priorisation stratégique et financière d'un nombre limité de domaines au détriment des autres.
- D'assurer la transparence de l'information et des arbitrages dans l'attribution des moyens, postes et financements, dans la perspective de cette université véritablement pluridisciplinaire.
- De continuer à accompagner la montée en charge de la filière des études en santé : il s'agit de construire une véritable politique hospitalo-universitaire concrète et ambitieuse, à la fois indépendante et complémentaire de ses plus proches voisins, les CHU de Tours et du Sud parisien. Mais celle-ci ne doit pas se faire au détriment des autres filières, aussi bien pour ce qui est des postes en enseignement et recherche, en clinique ou des personnels para-médicaux et administratifs, que de la politique immobilière de sites. Ceci s'applique bien entendu au nouveau CHU d'Orléans, mais aussi à toutes les formations du domaine paramédical, comme les IFSI (Institut de formation en soins infirmiers) et de la rééducation et de la réadaptation, comme l'Ecole Universitaire de kinésithérapie en région Centre-Val de Loire (EUK-CVL), universitaire en 2019.
- De faire de l'université un fer de lance de la transformation écologique avec des investissements récurrents (rénovation thermique des bâtiments, gestion des déchets, mobilités douces, amélioration des aménagements paysagers...) et la prise en compte de la dimension environnementale dans toutes les décisions et dans tous les domaines.

- De s'opposer résolument à tout éventuel projet de fermeture de site de proximité, avec trois objectifs :
 - assurer un accès au supérieur à tous·tes les étudiant·es, dans des conditions et des locaux pérennes et adaptés.
 - éviter la concentration des moyens d'enseignement supérieur et de recherche dans quelques grandes métropoles uniquement (politiques dites d'excellence).
 - ne pas laisser la place libre aux structures privées d'enseignement supérieur.

C'est particulièrement important pour les sites de l'INSPE, dans chaque département, en cohérence avec les besoins éducatifs criants des territoires, tant en formation initiale que continue. C'est pourquoi nous regrettons la fermeture du site Saint Jean à Orléans et les conditions dans lesquelles elle s'est déroulée. Les conditions d'études et de travail à l'INSPE sont par ailleurs régulièrement dégradées par les incessantes réformes de la formation des enseignant·es, et son faible financement récurrent.

- De défendre les libertés académiques, c'est-à-dire les droits collectifs des étudiants comme l'indépendance des enseignant·es et des chercheu·ses. Le contexte est très inquiétant avec la montée de l'extrême droite mais aussi les prises de positions du Ministre Hetzel contre toutes les sciences critiques.
- De nous opposer à une politique des primes, qui ne fait que diviser les collègues suivant leurs statuts, chez les BIATSS comme chez les enseignant·es, enseignant·es-chercheu·ses et chercheu·se : nous demandons l'égalisation des primes et leur intégration dans le traitement, avec un point d'indice qui rattrape le retard pris sur l'inflation.
- D'agir pour un service public qui assume l'ensemble de ses missions contre les dérives de l'externalisation, qui cassent les collectifs de travail et finissent par coûter plus cher à l'établissement, au profit du privé.
- De préserver un enseignement supérieur de haut niveau ouvert à tous et toutes, étudiant·es en situation de handicap, étudiant·es salarié·es, étudiant·es en reprise d'études, étudiant·es étrangères et étrangers, sans discrimination financière à leur encontre. L'université doit également favoriser l'accueil et l'insertion des étudiant·es et enseignant·es-chercheu·ses et chercheu·ses réfugié·es.
- De lutter activement contre les discriminations et les VSS.
- De rendre enfin effectif le droit à la formation des enseignant·es et enseignant·es-chercheu·ses, par la prise en compte du temps de formation dans le service dû.
- De favoriser les formations et les recherches transversales, notamment dans le domaine environnemental.
- De conforter l'université comme centre de production et de partage du savoir, ce qui contribue activement au rayonnement culturel et au respect des droits culturels.